



## AVIS DE VACANCE

### EXPERT NATIONAL DETACHE A LA COMMISSION EUROPEENNE POSTE PRIORITAIRE

Les dossiers de candidatures doivent être adressés par les administrations gestionnaires, au plus tard le  
20/11/2020, au SGAE à

**Dominique CHARNASSE, adjoint au secteur**

[dominique.charnasse@sgae.gouv.fr](mailto:dominique.charnasse@sgae.gouv.fr)

**Simon LOREAL, adjoint au secteur**

[simon.loreal@sgae.gouv.fr](mailto:simon.loreal@sgae.gouv.fr)

Copie à Clara AUGEREAU, chef du secteur « Coordination, communication, relations publiques et influence »

[clara.augereau@sgae.gouv.fr](mailto:clara.augereau@sgae.gouv.fr)

<b>Intitulé du poste:</b> (DG-DIR-UNITE)	<b>JUST-A-1</b>
<b>Chef d'unité :</b> <b>Adresse e-mail :</b> <b>Téléphone :</b> <b>Poste</b>	<b>Andreas Stein</b> <a href="mailto:Andreas.Stein@ec.europa.eu">Andreas.Stein@ec.europa.eu</a> +32 2 29 98393 <b>Coopération judiciaire en matière civile dans le domaine du droit civil, commercial et du droit de la famille</b>
<b>Nombre de postes disponibles:</b> <b>Prise de fonction souhaitée :</b> <b>Durée initiale souhaitée :</b> <b>Lieu d'affectation :</b>	<b>1</b> <b>1<sup>er</sup> trimestre 2021<sup>1</sup></b> <b>2 ans<sup>1</sup></b> <input checked="" type="checkbox"/> Bruxelles <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Autre: .....
	<input checked="" type="checkbox"/> Avec indemnités <input type="checkbox"/> Sans frais
<b>Cet avis est également ouvert</b>	
<input type="checkbox"/> <b>aux pays AELE suivants :</b> <input type="checkbox"/> Islande <input type="checkbox"/> Liechtenstein <input type="checkbox"/> Norvège <input type="checkbox"/> Suisse <input type="checkbox"/> <b>Accord AELE-EEE in-Kind (Islande, Liechtenstein, Norvège)</b>	
<input type="checkbox"/> <b>aux pays tiers suivants:</b>	
<input type="checkbox"/> <b>aux organisations intergouvernementales suivantes:</b>	

### 1. Nature des fonctions

L'unité «Justice civile» promeut la création d'un véritable espace judiciaire européen en matière civile et commerciale. Nous sommes responsables du secteur de la justice civile européenne, couvrant à la fois le domaine commercial et le domaine du droit de la famille, en particulier afin de mettre en œuvre les réglementations européennes concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale et sur la loi applicable.

Les travaux de l'expert impliquent un large éventail de tâches, comme le contrôle de l'application de la législation existante par les autorités des États membres, la contribution à la préparation des nouvelles politiques et initiatives et la correspondance avec les citoyens.

<sup>1</sup> Les précisions liées à la date de prise de fonctions et à la durée du détachement sont données à titre indicatif uniquement (article 4 de la décision END).

Nous proposons une activité destinée à un expert intéressé par le domaine de la coopération en matière de justice civile et ayant des connaissances approfondies dans ce domaine. Notre secteur fait l'objet d'une grande attention politique car il sert les citoyens européens dans leur vie quotidienne.

Les tâches de l'expert sont les suivantes:

- Développer de nouvelles politiques et stratégies concernant la coopération judiciaire en matière civile dans le domaine du droit civil, commercial et du droit de la famille;
- assurer le suivi des nouvelles propositions législatives au moyen du processus de prise de décision interinstitutionnel;
- assurer le suivi de l'application correcte du droit de l'Union en matière de justice civile et de répondre de manière proactive aux questions concernant la mise en œuvre des mesures déjà adoptées.

En outre, l'expert contribuera horizontalement au travail de l'unité, par le biais de la préparation des briefings et des contributions aux discours, en préparant les réponses aux courriers adressés par les citoyens, aux questions parlementaires et aux pétitions, ainsi qu'en traitant les plaintes et les procédures d'infraction. L'expert participera aux réunions internes au sein de la Commission, aux réunions du Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale et aux réunions d'autres institutions européennes en rapport avec les travaux de l'unité, ainsi qu'à des réunions externes.

L'END travaillera sous la supervision d'un administrateur.

## **2. Qualifications requises**

### **a) Critères d'éligibilité**

Les critères d'éligibilité doivent être obligatoirement remplis par l'END pour être détaché auprès de la Commission. Par conséquent, le candidat qui ne remplirait pas tous ces critères serait automatiquement éliminé de la procédure de sélection.

- **Expérience professionnelle** : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- **Ancienneté de service** : avoir une ancienneté d'au moins un an auprès de son employeur, c'est-à-dire être employé depuis au moins un an par un employeur éligible au sens de l'article 1 de la décision END, dans un cadre statutaire ou contractuel avant le détachement;
- **Compétences linguistiques** : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. L'END d'un pays tiers doit justifier posséder une connaissance approfondie d'une langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui lui seront confiées.

### **b) Critères de sélection**

#### Diplôme

- diplôme universitaire ou
- formation professionnelle ou expérience professionnelle de niveau équivalent

dans le(s) domaine(s) : droit.

#### Expérience professionnelle

Cette activité requiert une solide expérience au sein d'une administration nationale, dans le développement des politiques législatives et judiciaires dans les domaines concernés, ainsi que dans l'élaboration de législations. Une expérience acquise dans le cadre du Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale ainsi que dans les négociations en droit civil et commercial, soit au sein de l'UE ou dans un

environnement international tel que la Conférence de La Haye, serait un atout. Excellente connaissance des instruments européens et internationaux dans le domaine du droit international privé ainsi que des procédures civiles au niveau national; la connaissance de la législation en matière du droit de la famille constituerait un atout supplémentaire. Souplesse nécessaire pour travailler dans tous les domaines d'action relevant de l'unité. Bonnes capacités de rédaction.

#### Langue(s) nécessaire(s) pour l'accomplissement des tâches

Excellente maîtrise de l'anglais à l'oral et à l'écrit. Une bonne connaissance de la langue française serait un atout.

### **3. Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Les candidats doivent envoyer leur candidature sous format **CV Europass** (<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/documents/curriculum-vitae>) en français, anglais ou allemand **uniquement à la représentation permanente / mission diplomatique de leur pays auprès de l'UE**, qui la transmettra aux services compétents de la Commission, dans les délais fixés par ces derniers. Le CV doit obligatoirement mentionner la date de naissance et la nationalité du candidat. **Le non-respect de cette procédure ou des délais invalidera automatiquement la candidature.** Les candidats sont priés de ne pas joindre à leur candidature d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes et attestations d'expérience professionnelle, ...). Ces documents leur seront demandés, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure de sélection.

Les candidats seront informés du suivi de leur candidature par l'unité concernée.

### **4. Conditions du détachement**

Les détachements sont régis par la **décision de la Commission C(2008)6866 du 12/11/2008** relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

L'END restera employé et rémunéré par son employeur durant toute la durée du détachement. Il restera également couvert par la sécurité sociale nationale durant son détachement.

Sauf pour les END sans frais, des indemnités de séjour peuvent être versées à l'END qui remplit les conditions, conformément à l'article 17 de la décision END.

Durant le détachement, l'END sera soumis aux obligations de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêt prévues par les articles 6 et 7 de la décision END.

Toute déclaration incomplète ou fausse pourra entraîner le refus de la candidature.

Toute personne postée dans une **délégation de l'Union européenne** doit avoir une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015, OJ L 72 du 17.03.2015, p. 53). Le candidat choisi aura l'obligation de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de son détachement.

### **5. Traitement des données à caractère personnel**

Toute mise en œuvre de la procédure de sélection, de détachement et de fin de détachement des END aura pour effet le traitement, par les services compétents de la DG HR, du PMO, de la DG BUDG et de la DG concernée par le présent avis, de données à caractère personnel relatives à l'END, sous la responsabilité du chef de l'unité HR.DDG.B4. Ce traitement est basé sur la décision de la Commission relative aux END et est soumis au Règlement (UE) No 2018/1725.

Les données des END seront conservées pendant 10 ans à compter de la fin du détachement (2 ans pour les END dont la candidature n'a pas été retenue ou a été retirée).

En tant que personne concernée, vous avez des droits spécifiques en vertu du chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725, notamment le droit d'accès, de rectification ou d'effacement de vos données à

caractère personnel et le droit de limiter le traitement de vos données personnelles. Le cas échéant, vous avez également le droit de vous opposer au traitement ou au droit à la portabilité des données.

Vous pouvez exercer vos droits en contactant le responsable du traitement ou, en cas de conflit, le responsable de la protection des données. Si nécessaire, vous pouvez également vous adresser au contrôleur européen de la protection des données. Leurs coordonnées sont indiquées ci-dessous.

### **Informations de contact**

#### **- Le contrôleur de données**

Si vous souhaitez exercer vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725, ou si vous avez des commentaires, des questions ou des préoccupations, ou si vous souhaitez déposer une plainte concernant la collecte et l'utilisation de vos données à caractère personnel, n'hésitez pas à contacter le contrôleur de données, HR.DDG.B.4, [HR-MAIL-B4@ec.europa.eu](mailto:HR-MAIL-B4@ec.europa.eu).

#### **- Le délégué à la protection des données (DPD) de la Commission**

Vous pouvez contacter le délégué à la protection des données ([DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu](mailto:DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu)) pour toute question relative au traitement de vos données à caractère personnel en vertu du règlement (UE) 2018/1725.

#### **- Le contrôleur européen de la protection des données (CEPD)**

Vous avez le droit de saisir le contrôleur européen de la protection des données ([edps@edps.europa.eu](mailto:edps@edps.europa.eu)) (c'est-à-dire que vous pouvez porter plainte) si vous estimez que vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725 ont été violés par le contrôleur des données.

À l'attention des candidats ressortissant de pays tiers: vos données personnelles peuvent être utilisées aux fins des vérifications nécessaires.